

Radios libres : le point de vue anglais

Intervention par Peter Lewis

Colloque "Radios libres, 30 ans de FM : la parole libérée ?", Université Paris Diderot, 20 et 21 mai 2011.

Le point de vue anglais – c'était quoi? De l'envie et de l'admiration. Deux images peuvent représenter qu'est-ce qui se passait en '81. Sous le titre « Cacophonie », *Le Monde* à la fin de l'année énumérait une centaine des radio libres sur les ondes françaises.¹ À l'outre-Manche une citation de Haringey Magistrates Court à comparaître à un tribunal d'instance pour une émission illégale illustre 'la vraie différence' entre les deux pays dans cette époque : libération et, par contre, poursuite et répression. Les radios libres, qui pendant les années soixante-dix rompaient les monopoles d'État italiens, français et belges, fascinaient le mouvement anglais de la radio communautaire à cause de leur virtuosité radiophonique, leur critique intellectuelle et leur engagement politique. Est c'est le dernier qui a surtout invité l'envie et l'admiration de nous activistes : il n'y avait pas une Radio Riposte chez la politique anglaise. Néanmoins, comme je vais expliquer ci-dessous, le mouvement profitait des exemples et du conseil du monde anglo-saxone, de ces pays où l'expérience de la radio communautaire était bien développée – les États Unis, Canada et Australie.

Une question aujourd'hui permettra une comparaison entre les deux contextes au travers de la Manche : pourquoi est-ce que les Anglais devaient attendre si longtemps pour gagner un secteur des radios communautaires ?

Chronologie brève

Une chronologie brève de la politique de l'époque servira à mettre en contexte les développements des médias anglais. C'était une décennie d'alternance entre les parties en pouvoir. En 1967, les Travailleurs ont fait passer la loi (Marine Offences Act) qui a proscrit les pirates de la mer du Nord. En même temps c'était la BBC qui a reçu le feu vert pour mettre en pied une douzaine de stations de radios locales, tout en réorganisant ses chaînes nationales de façon à offrir un canal de musique 'pop', réplique à la popularité de la musique des pirates. Les Conservateurs, eux-mêmes, ont bien noté le succès commerciale et populaire des pirates et, remportant les élections législatives de 1970, ils ont lancé en 1973 des radios locales commerciales (ILR). C'était la deuxième rupture du monopole de la BBC : depuis 1955 la télévision commerciale (ITV) était devenue une concurrente très forte, et maintenant ILR est devenu un acteur important.

Donc, ce n'était pas la monopole de la radiodiffusion de l'état qui provoquait les activistes anglais. Il faut souligner que l'origine de leur campagne était tellement différente. Les radios libres françaises avaient leurs racines dans une opposition au monopole et dans la situation politique de la période. La motivation en Grande Bretagne sortait de l'expérience des télévisions locaux par câble et de leur chute.

¹ *Le Monde*, 31 décembre 1981.

Les cinq expériences étaient lancées par le gouvernement conservateur de 1970 pour aider les sociétés de télédistribution qui tentaient d'arrêter l'hémorragie de leur abonnés en utilisant une programmation locale. L'initiative attira la participation de personnes intéressées par l'utilisation de la vidéo comme outil de développement social et communautaire et, cyniquement, elle fut surnommée le « mariage des mercenaires et des missionnaires ». Quand les Conservateurs perdirent les élections et qu'il n'y eut plus aucun espoir que les Travaillistes n'autorisent la télévision à péage, les sociétés commerciales fermèrent ces stations.

Même si la rationale des sociétés étaient commerciales, les employés, dont moi-même – j'étais rédacteur-en-chef de Bristol Channel - s'intéressaient dans l'utilisation de la vidéo par les non-professionnels, l'accès pour les marginaux, le droit de parole etc. La fermeture brusque des stations a provoqué parmi les équipes et les bénévoles la colère certes, mais aussi la motivation pour réforme. Grâce à ces émotions, COMCOM est née.

De COMCOM à CRA

COMCOM (Community Communications Group) était créé en 1977 dans le but initial de répondre au Rapport Annan sur la radiodiffusion du futur. La commission Annan avait été impressionnée favorablement par la participation communautaire évidente dans les stations câblées et son rapport était optimiste quant aux possibilités offertes par de nouveaux types de radio, y compris la radio communautaire. Dans le Commentaire sur les Recommandations de la Commission Annan, publié par COMCOM, et les débats dans le mouvement pendant les années suivantes, on peut reconnaître les influences de quelques expériences et projets contemporains :

- les rapports de l'UNESCO de ses séminaires à Belgrade (*Access, Participation and Self-Management in Broadcasting*, octobre 1977) et à Quito (*Primer Seminario Latinoamericano de Comunicacion Participatoria*, (novembre 1978)
- les rapports sur des projets audio-visuelles européens commandés par le Conseil de l'Europe
- Challenge for Change/Société Nouvelle, projet de la de Commission nationale sur le cinématographe canadienne, et les modèles des radios communautaires dans l'EUA et Canada
- le conseil des australiens, vétérans de les radios communautaires chez eux, résidents dans Grande-Bretagne et devenus partisans forts de la campagne anglaise. Ils étaient véhéments en faveur de contester les règlements des pouvoirs
- la conférence de l'AIERI/IAMCR à Paris en 1982 où était lancée la groupe de recherché de radio et télévision locale
- la conférence fondatrice d'AMARC (Association Mondiale des Artisans des Radios Comunautaires) à Montréal, 1983.

La groupe de travail sur la radio locale de COMCOM s'occupait de témoignage à un comité parlementaire (SCNI) qui faisait une enquête sur l'autorité réglementaire de radiodiffusion commerciale, l'IBA (Independent Broadcastng Authority) et d'établir un

□ dialogue avec le département du gouvernement responsable pour la radiodiffusion a cette époque, le Home Office (Ministère de l'Intérieur). Ces efforts en faveur d'un 'troisième type' de radio n'ont pas été tous vains. Le SCNI a recommandé en 1978 que la radio évolue dans le sens de petites stations aux mains de groupes bénévoles et un circulaire du Ministère de l'Intérieur en 1980 contenait une critique sérieuse, quoique négative, des radios communautaires. Ces signes d'encouragement ont favorisé la création en 1981 d'une coalition pour faire pression auprès du Ministère de l'Intérieur et rassembler le soutien populaire.

Une série de conférences sur les radio communautaires a été organisée et a permis à ce groupe de pression d'éclaircir ses objectifs et de former en 1983 l'Association pour les Radio Communautaires (CRA) qui a remplacé COMCOM en tant qu'organisation chapeautant les diverses activités dans ce domaine.

Mais en plaidant en faveur de la radio communautaire - toujours en supposant que la campagne prendrait la voie légale - les activistes devaient faire face à un cycle vicieux d'obstacles : d'abord il s'agissait de législation ; au même temps, on a dû trouver des □ fréquences. Quelles □ structures de règlement devaient être mises en place. En plus, il y avait la question de □ financement. Surtout, il y avait une manque de la volonté politique pour introduire ce nouveau genre de radio.

Un manifeste préconisant l'ouverture des ondes en 1981 ('On Air in '81), écrit par les activistes australiens, utilisait un ton désespéré :

« C'est triste que les fonctionnaires de Whitehall, quand on soumet une idée nouvelle, disent (1) Ça ne va pas marcher. (2) Bon, essayons porter notre attention pour trouver toutes les raisons possibles pourquoi ça ne marchera pas. (3) si nous nous trouvons à court des raisons négatives, l'embrouillons sans fin avec des commissions d'enquête. »²

Leçon français

Par contre, en France, on avait vu le succès d'ALO en achevant le support du parti socialiste. Ironique que c'était le pirate anglais *Radio Jackie*, droitiste et avec but lucratif, qui en la personne de Mike Knight a aidé leur camarades français en faisant entrer en contrebande un émetteur dans un vase de nuit et en faisant une démonstration de son assemblage. Il était utilisé par la éphémérale *Radio Active* qui émettait en 1974 - « trop tôt par deux ans » selon Antoine Lefébure.³ On lisait *Écoutez la Vraie Différence*⁴, on a vu la vidéo du lancement de *Radio Lorraine Coeur d'Acier* et nous étions en contact avec Gilles et Marie-Jeanne Gay. La dernière, renvoyant les mots d'une émission de

² Jim BEATSON et al, 'On Air in '81', 1980, LC 4/18, London School of Economics Archives

³ Interview avec l'auteur, 6 décembre 1978, LC 6/10, London School of Economics Archives

⁴ Claude COLLIN, *Écoutez la Vraie Différence : Radio Verte Fessenheim, Radio SOS Emploi Longwy et les autres*, Claix, la pensée sauvage, 1979. Collin a écrit un article ('French Free Radio') dans *Relay* No. 5, Spring 1983, LC 3/2, London School of Economics Archives.

quelques mois avant⁵, a écrit à un moment pénible de pression une lettre qui très évidemment soulignait le besoin pour l'amnestie qui a suivi quelques mois plus tard :

« Nous sommes à un tournant de la vie de la radio. Ou nous arrivons à établir une vraie radio régionale libre, ou nous serons obligés d'arrêter l'expérience de RVF. Nous nous essouffons et avons besoin de plus d'heures d'émissions car la demande existe mais nous n'avons plus à faire face. »⁶

Néanmoins, l'amnestie ne portera pas une solution pour tout le monde. Pour le côté français de la radio il y avait une détente, un relâchement, puis disparition. Pour le côté allemand : oppression et renaissance comme Radio Dreyekland. C'est presque comme si on a besoin de la pression pour succéder.

Pendant que les deux stations à Longwy continuaient leur lutte, soutenues par la CFDT et la CGT, ces mêmes syndicats sont impliqués dans un conflit aux studios de la SFP de Buttes-Chaumont à Paris contre un plan de licenciement de près de 800 employés. C'était février 1979. Par hasard j'étais moi-même à Paris participant avec un groupe de mes étudiants londoniens à une visite d'échange. On pouvait remarquer une variété extraordinaire d'espèces s'est épanouie dans le jardin illégal des ondes hertziennes : *Radio Noctiluque*, *Radio Nid de Coucou*, *Radioteuses*, *Radio Joufflu*, *Fil qui chante*, *Abbesse Echo*, *Oxygène*, *On se débrouille* etc. En plus nous avons eu l'occasion d'observer les événements en gros plan. Les studios de la SFP sont occupés et, en solidarité, le reste de l'audiovisuel public français se mettait également en grève.⁷ Ça ayant provoqué l'annulation de notre visite à FR3, en compagnie des gens des radios libres, eux-mêmes inclus dans notre programme, nous avons alors improvisé une visite aux Buttes-Chaumont. Là, nous avons pu assister à un festival talentueux et créatif d'affiches, de vidéos, de mise en scène de la confrontation avec le directeur général (« mise en scène Clermont Tonnerre, script de Raymond Barre, diffusion originalé à l'accordion Giscard d'Estaing »), de transmission avec les camarades syndicalistes de Longwy. Les employés de la SFP, sous nos yeux, se tournaient vers les pirates pour apprendre comment utiliser la radio et placer leurs revendications sur la place publique. *Radio Franche* était née.

Notre groupe écoutait avec attention aux explications des représentants des radio libres.⁸ Tous les personnels participent au mouvement des services publics de radiodiffusion à l'exception des ingénieurs de TDF, une partie d'entre eux était occupée à maintenir l'ordre sur les ondes hertziennes et à brouiller celles des radios pirates. Des relations

⁵ « Radio Vert Fessenheim, bonsoir. Des émetteurs sont malades, les gens qui doivent émettre sont aussi.. », 17 octobre 1980

⁶ lettre de Marie-Jeanne Gay à l'auteur, 16 février 1981, LC 6/10, London School of Economics Archives

⁷ Un dessin du *Canard Enchaîné*, 14 février 1979, montre Giscard d'Estaing qui assiste à une Conférence de Presse sur La Politique Étrangère. Le Président, assis tout seule dans un écran presque noir, déclare « Le monde est petit ». Le *Canard* ajoute « et le programme minimum ».

⁸ Comme j'ai écrit plus tard, « Les pirates méritent la peine d'étude. Quelquefois ils ont contourné un flanc politique; leur technologie est importante et, en France du moins, ils critiquent la radiodiffusion de l'état où la lutte continue dedans un service public fracturé et menacé » Peter LEWIS, 'The Outside Cat', *The Listener*, 15 mars 1979

ténues et clandestines existent pourtant entre les deux bords. Par des conversations téléphoniques au milieu de la nuit, les pirates ont tenté de comprendre la logique qui régit les décisions de TDF pour brouiller ou non leurs signaux. Le besoin de sommeil des ingénieurs est l'une de ces raisons, ainsi *Nid de Coucou* attend jusqu'à une heure du matin pour débiter ses programmes. La couverture d'une manifestation en faveur de l'avortement n'est pas brouillée parce que les ingénieurs approuvent la cause défendue. Mais ils ne peuvent pas non plus totalement négliger leur tâche, ils risqueraient alors de fournir l'administration concurrente des PTT un prétexte pour se mêler de ces affaires et prendre leur place.⁹

Comptes rendus anglais

En Angleterre à cette époque il n'y avait très peu de reportage sur la campagne dans la presse. Même au début des années 1980, quand l'activisme radiophonique s'intensifiait, il s'agissait en général des prospectus et des publications sauvages, desquels l'iconographie était similaire avec les prédécesseurs français.¹⁰ L'exception était *Relay : the Other Magazine about the Airwaves*, journal trimestriel préparé et publié par une coopérative des individus, activistes dans la cause mais pas représentatifs soit de COMCOM soit de son successeur, la CRA.¹¹ À partir de 1981 jusqu'à 1987, vingt-et-un numéros¹², la collective de rédaction de *Relay* se mettait à la tâche de contester les suppositions, les valeurs et la pratique des médias principaux, de rapporter des développements et des nouveaux projets, chez eux et à l'étranger, et d'ouvrir ses pages aux points de vue différents sur les stratégies pour achever le but de la radio communautaire. Le financement initial est venu de COMCOM; ensuite, de 1985 pendant dix-huit mois du GLC¹³ qui pouvait supporter un bureau et une équipe pas nombreuse.

C'est significatif que dans son premier numéro RELAY a commencé avec une histoire revisioniste et critique des grands médias. C'est un dessin satirique duquel une image est reproduit sur la couverture. Elle raconte 'la vraie histoire de la radiodiffusion' avec pour vedette Les Ondes, L'État, la BBC, et Les Affaires qui tiennent en laisse un petit chien, l'IBA, le régulateur du secteur commerciale à cette époque, qui dit à la BBC, « La tante, que vous avez des grandes dents ! » La BBC répond : « Je te mets dans le secret. Elles sont dentiers donnés par l'État. »

La plupart des pirates anglais de ce moment-là s'occupaient des styles musicales pas disponibles sur les ondes de la BBC et les radios commerciales. *Radio Jackie*, qui émettait depuis longtemps, même si elle pouvait s'attribuer le mérite d'avoir donnée des

⁹ Cette anecdote a été rapportée une première fois en Peter LEWIS, 'De la piraterie à la pénurie: petites leçons sur l'histoire des radios communautaires en Europe', en : Jean-Jacques CHEVAL & Bernard WUILLEME (eds.) *La Radiodiffusion aux tournants des siècles*. Lyon, Université Jean-Moulin Lyon 3, 2008, pp.21-34.

¹⁰ Bulletin 421, 9 mai 1979, de la Fédération des Radios Libres ; *Islington Gutter Press*, février 1981, p.7.

¹¹ La CRA est renommée en 1997 Community Media Association (CMA) en reconnaissance du besoin de représenter la télévision locale, l'internet et autres médias nouveaux.

¹² On peut trouver la série complète dans les archives de la bibliothèque du London School of Economics, LC 3/2.

¹³ Greater London Council, le gouvernement élu du capital, aboli par Mme Thatcher en 1986.

conseils techniques aux radios libres françaises, est le plus connu des pirates avec une orientation commerciale. Un interview dans *Relay* montre sa distance d'une position politique :

« On ne veut rien de polémique. On ne veut pas être contravenant parce que nous voulons une licence. Ça veut dire rien au sujet de homosexuels, des drogues, CND (campagne pour le désarmement nucléaire), libération des animaux, de la politique – rien comme ça. On a rejeté des demandes de *The Leveller*, magazine de la gauche, et de la FN, les deux. On ne fait pas reportage sur des choses que la BBC émettrait. Nous-mêmes, nous devons être plus prudents. »¹⁴

La piraterie à l'anglais

Cependant, quand la politique de Thatcher commençait à créer du chômage et de la privation, quelques pirates adoptaient une ligne différente. Certains réussissaient à éviter poursuite et à faire une impression. *Our Radio* (1982) était une coalition des socialistes, anarchistes, féministes, une groupe polonaise et *Gaywaves*. *Radio Avalon* (1983/4) émettait des informations pacifistes à deux fêtes musicales de Glastonbury. *Sheffield Peace Radio* (1984) a commencé à la conférence nationale de CND, en faisant reportages sur des manifestations et des campagnes – contre le projet de loi policière et en faveur de la légalisation du cannabis, les droits des animaux, et la campagne anti-nucléaire.

À la conférence de 1984, la radio a fait un interview avec Tony Benn, gauchiste, ancien ministre du gouvernement travailliste. Au micro, Benn a tout de suite demandé « c'est une émission en direct ? ». Rassuré que ce n'était qu'un enregistrement pour émettre plus tard, il n'hésitait pas à répondre avec des mots d'encouragement pour les pirates. La radio courait le risque de représenter des problèmes politiques dans une manière très différente de celle des grands médias a dit l'interviewer : « que pensez-vous de ça ? »

« C'est une question très importante parce que la BBC est la voix de l'Establishment et l'IBA [régulateur de la radiodiffusion commerciale] est tout à fait la même. Et Fleet Street [la presse nationale] appartient, à part du *Morning Star* et le *Guardian*, aux cinq riches et deux sociétés multinationales. Je crois la droit d'être entendu, et la droit de parole, est absolument fondamentale. Donc, si vous pouvez passer des informations au public, ça, c'est très important. »

À Nottingham en 1984, pendant la grève des mineurs, un pirate faisait pendant quelques mois une intervention ingénieuse sur l'émission de la radio locale commerciale. La radio était surnommée *Radio Arthur*¹⁵. Son conseil rappelle celui de Tony Benn :

¹⁴ interview dans *Relay* No.8 LC 3/2, London School of Economics Archives.

¹⁵ Arthur Scargill était le secrétaire générale du syndicat des mineurs, NUM. John HIND & Stephen MOSCO, *Rebel Radio: the full story of British pirate radio*. London, Pluto Press, 1985; 'Striking Miners Blot Out Radio Trent for Radio Free Arthur', *Sunday Times*, 25 novembre 1984.

« Ne croyez pas les mensonges des patrons. Ne permettez-vous pas être dupé par ce que vous voyez et entendez dans les grands médias. Écoutez à ce que votre syndicat vous conseille ! »

Radio Arthur était la seule utilisation de la radio pour soutenir la lutte des mineurs contre la fermeture des puits. Il n’y avait d’autant de défense radiophonique comme à Longwy.

Radio AMY (Alternative Music for You) doit être catégorisée parmi les pirates non-politiques, même si son équipe a fait des critiques importantes aux réunions publiques de l’IBA, le régulateur du secteur commerciale. Poursuivie pour des émissions illégales, les gens d’*AMY* ont dû écouter le témoignage de la gendarmerie à un tribunal d’instance :

“Que faites-vous alors? C’est quelque chose politique?”

“Mais non, c’est seulement une radio communautaire.”¹⁶

La réponse en dit longuement sur la position anglaise en ce qui concerne la radio communautaire. Comme a dit une pirate « Si on veut faire don au Home Office d’appareillage d’émetteur, il n’y a pas un moyen plus vite que prêcher de la rhétorique subversive sur les ondes »¹⁷

Pendant les années Thatcher, la CRA a dû transformer son discours politique en face des connotations du mot ‘communauté’ confondues par l’appropriation conservatrice. Il fallait adopter une parole plus circonspecte. La politique du gouvernement tournait vers la déréglementation, la privatisation et l’encouragement pour les petites affaires. La base de la CRA était contente à cohabiter avec la philosophie des petites affaires, lorsque la direction ne pouvait pas éviter étant emportée par les tendances de déréglementation.

Conclusion

« Comment peut-on imaginer une radio permanente qui soit une alternative au processus de multinationalisation que connaissent aujourd’hui les appareils de radio-télévision ? » ont demandé Mattelart & Piemme avant l’amnistie de Mitterand. [...]

« Tout se passe comme si le combat pour le droit à existence, qui est à la fois difficile et prioritaire, avait rejeté dans l’ombre la nécessité d’une réflexion sur les conditions de possibilité d’une pratique alternative de la radio...L’existence de radios libres est très certainement une alternative institutionnelle au fait du monopole, elle n’est pas pour autant, *ipso facto*, une

¹⁶ *Radio AMY at Haringey Magistrates Court*, 29 March 1979.

¹⁷ John HIND & Stephen MOSCO, *ibid.* p.39

pratique alternative de la radio. »¹⁸

Quelques exemples des radios françaises et anglaises de cette époque suggèrent que Mattelart & Piemme auraient raison.¹⁹ Actuellement en Grande-Bretagne nous avons deux cent radios communautaires ; le secteur était formellement lancé il ya sept ans par une ordonnance parlementaire en 2004. Laissant de côté une recherche d'une « pratique alternative », pour conclure on peut essayer répondre à la question que j'ai posé au début : pourquoi est-ce que nous Anglais avons dû attendre si longtemps pour voir la légalité de la radio communautaire ?

D'abord, c'était le succès des premières radios locales de la BBC. Puis, on doit admettre des erreurs tactiques par les premiers militants. Quand même il y avait sans doute une manque d'un discours dans lequel leur arguments pouvaient avoir du sens. En plus, on doit tenir compte de la culture politique de la gauche dans cette période qui n'était pas disposée à s'engager auprès des médias. Il ne faut pas laisser échapper que l'état pendant cette période-là est préoccupé avec la question de la sécurité vis-à-vis Irlande du Nord et les quartiers déshérités dans les grandes villes.²⁰

Finalement, au point de vue anglais, était-elle quelque chose politique? Non, seulement la radio communautaire!

¹⁸Armand MATTELART & Jean-Marie PIEMME, *Télévision: enjeux sans frontières*, Grenoble, PUG, 1980, p.191.

¹⁹ J'ai fait marché dans mon intervention des enregistrements de WSM radio par câble, Telford, 1978 ; CBC, Cardiff, 1980 ; une radio associative non identifiée, Charente, 1986.

²⁰ Pour un compte rendu plus long, voyez Peter LEWIS 'It's only community radio': the British campaign for community radio' dans Janey GORDON (ed) *Community Radio in the 21st Century*, Oxford, Peter Lang, 2011.